

LANCEMENT IMMINENT DE LA 4G EN ALGÉRIE

Les priorités doivent-elles être revues ?

La 3^e édition du forum N°TIC, magazine dédié aux technologies de l'information et de la communication, a traité hier les multiples problématiques ou solutions, selon certains, que suggère la décision de l'ARPT d'ouvrir le marché de la 4G. Les avis des spécialistes du domaine, à quelques accords près, ont été manifestement divergents.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – Le débat peut s'avérer très complexe et large dès qu'on analyse les différents aspects du contexte lié au lancement de la 4G en Algérie. Aujourd'hui, si la tendance mondiale est d'aller vers l'adoption de la quatrième génération, il y a lieu de savoir que les écosystèmes des pays diffèrent. Dès lors, ce qui est valable pour l'un ne l'est forcément pas pour un autre. Et un succès chez certains peut constituer un véritable échec ailleurs. Cependant, avant de passer à une analyse des avantages et inconvénients de la 4G, qu'en est-il du fonctionnement de ses précurseurs ADSL et 3G sur le plan national? Le manque substantiel de connectivité en Algérie est un constat tout aussi «inévitables que déplorable», a noté le vice-président de l'Association algérienne des TIC (AITA), Farid Lefkir. Une connexion internet peut constituer un important levier de compétitivité pour les entreprises

algériennes, estimées à 700 000, par une gestion informationnelle et logistique virtuelles. Or, plus de 80% de celles-ci ne sont toujours pas connectées, selon ses indications. Clairement, l'avènement de la 3G et de la 4G fixe a partiellement pallié à ce déficit. Mais, parallèlement, quelle utilisation a-t-on fait des 60 000 km de fibre optique déployée sur le territoire national par le ministère de tutelle ? Il est vrai que la connexion mobile a apporté un plus à cet environnement, quoique le coût payé par ses utilisateurs n'est certainement pas négligeable, voire même «exorbitant». Pour Farid Lefkir, il est impératif de «consolider d'abord les acquis» avant de se lancer le défi de la 4G. Améliorer le rapport qualité-prix des connexions fixes et mobiles déjà existantes, développer le faible contenu web algérien et créer des points d'échanges locaux sont, selon lui, les points déterminants à prioriser. Roslane



Farid Lefkir, vice-président de l'Association algérienne des TIC (AITA).

Bencharif, consultant international en nouvelles technologies, est également de cet avis. Jugeant que l'écosystème algérien n'est aujourd'hui pas en mesure d'accueillir la 4G alors que la 3G ne s'est pas encore bien installée et qu'une économie virtuelle ne suit pas cette évolution. En effet, Debbah Merouane, chercheur en mathématiques et algorithmiques liées aux télécommunications, a affirmé de

son côté que le passage d'une génération mobile à une autre doit être la suite logique d'un processus historique. Concrètement, c'est l'écosystème qui le demande et pas l'opérateur qui le lui impose. Outre la question sur l'existence d'un réel besoin de la 4G en Algérie, il y a ces interrogations sur la lourdeur de cet investissement en fonds et infrastructures à importer en cette conjoncture d'austérité. Mais sur-

tout quelle tarification sera proposée au consommateur ? Précisant que cette technologie a coûté plus de 3 milliards d'euros d'investissement en France et que le succès n'a visiblement pas été au rendez-vous. Par ailleurs, Zied Malouche, directeur régional de l'avant-vente dans le domaine de l'internet mobile chez Ericsson France, voit plutôt cette démarche de lancement prématuré de la 4G comme «une anticipation», voire «une opportunité» pour le marché algérien, opérateurs comme utilisateurs. De son côté, Fayçal Mesbah, directeur de la stratégie et de la programmation chez Mobilis, a estimé que les tarifications de la 4G ne seront pas «très loin» de celles de la 3G appliquées aujourd'hui. Sachant que ces dernières sont déjà excessives, la 4G sera assurément un produit haut de gamme ou «premium». F.Mesbah a clairement exprimé que ce ne sera pas une offre internet mobile pour «tout le monde». Pourtant, en attendant un service internet public plus correct, le consommateur n'a pas tellement l'embaras du choix face à son besoin de connexion et de connectivité.

N. B.

RENCONTRES PROFESSIONNELLES TUNISO-ALGÉRIENNES À ORAN

«Nous ne sommes pas concurrents mais complémentaires»

La mission commerciale tunisienne à Alger «Tunisia Export Alger» organise, depuis hier, des rencontres professionnelles tuniso-algériennes pour les filières des infrastructures BTPH, matériaux de construction, bureaux d'étude et engineering, architecture et urbanisme, produits et services connexes». Près de 35 entrepreneurs tunisiens tiendront des rencontres avec pas moins de 150 opérateurs algériens à identifier comme de potentiels partenaires pour des échanges entre les deux pays ou encore aller ensemble vers d'autres marchés comme l'Afrique.

Amel Bentolba –Oran- (Le Soir) - En application aux instructions reçues par le Premier ministre et le président de la République de Tunisie, la mission commerciale tunisienne à Alger œuvre à diversifier les échanges économiques entre l'Algérie et la Tunisie.

A ce propos, M. Riadh Bezzarga, chef de la mission commerciale tunisienne à Alger nous dira, «nous avons identifié sur le terrain les secteurs porteurs ainsi que les régions afin de multiplier les

partenariats». Et d'ajouter «aujourd'hui, nous avons à peu près un niveau d'échange de 1,5 milliard d'euros dont les exportations tunisiennes vers l'Algérie sont de 700 millions d'euros, alors que les exportations algériennes vers la Tunisie sont de 800 millions d'euros.

Les échanges se sont multipliés en six ans, ils sont en moyenne de l'ordre de 20% par an, le potentiel de développement est tellement énorme que nos échanges sont

minimes et, donc, à améliorer davantage».

Aujourd'hui, la délégation tunisienne prend part à une réunion avec le comité d'organisation des Jeux méditerranéens. Une rencontre qui aura lieu à la Chambre de commerce où il sera exposé aux Tunisiens les projets d'Oran entrant dans ce cadre-là. «Nous voulons contribuer à la réussite de ces jeux, nous avons déjà organisé les Jeux méditerranéens en 2001 en Tunisie et ce fut une réussite, nous voulons capitaliser tout cela ensemble.

A titre d'exemple, nous avons un laboratoire antidopage, également la médecine sportive qui est très avancée, de l'expérience au niveau de l'architecture...C'est vous dire que nous avons quoi offrir mais cela se fera en fonction de la volonté du côté algérien», dira M. Riadh Bezzarga.

De son côté, M. Yliès M'Sallem, représentant adjoint de l'Office national du tourisme tunisien à

Oran dira que «l'Ouest algérien est devenu important pour la Tunisie ainsi, après le bon fonctionnement du troisième vol, le samedi à partir d'Oran, dès le mois de mars, un quatrième vol sera lancé vers la Tunisie».

Il fera savoir que pour l'année 2015, il a été enregistré près de 1

500 000 touristes algériens qui se sont rendus en Tunisie. «La situation sécuritaire en Tunisie n'influe pas sur les Algériens car ils ont trouvé leurs aises chez nous, ainsi que leurs habitudes. En somme, ils ont trouvé leurs attentes dans le tourisme tunisien», dit-il.

A. B.

Pour Peugeot, la France désigne la Tunisie parmi les sous-traitants

Evoquant le volet de la sous-traitance en Algérie M. Riadh Bezzarga, chef de la mission commerciale tunisienne à Alger, est revenu sur l'ouverture de l'usine Renault Algérie à Oran. «L'Algérie a imposé à Renault d'avoir des sous-traitants algériens point barre, suite à quoi, l'Algérie a trouvé des difficultés dans la sous-traitance. Aujourd'hui, quand Peugeot ouvrira son usine, les Français ont convenu avec l'Etat algérien que la Tunisie va être partie prenante de la sous-traitance de Peugeot en Algérie». Notre interlocuteur a tenu à préciser que cela se fera avec l'accord de l'Algérie qui, dit-il, a demandé à ce qu'elle soit elle qui négocie avec les sous-traitants tunisiens et pas les Français. Ainsi, explique-t-il, «les sous-traitants tunisiens vont former les sous-traitants algériens pour qu'à l'avenir, l'Algérie prenne le relais».

A. B.

TRAVAUX PUBLICS

La colère de Ouali

Abdelkader Ouali, ministre des Travaux publics, qui était hier en visite d'inspection dans les chantiers d'aménagement de route de la capitale, a réitéré son appel au respect des délais de livraison. Le ministre invite ceux qui ne peuvent pas s'adapter à «la rigueur» de quitter les lieux.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Nous avons mis en place un certain nombre de dispositions, tous les grands projets sont suivis directement par le ministère, et les entreprises étrangères sont soumises à la loi

algérienne et celui qui ne s'adapte pas à cette rigueur quittera le chantier, quelle que soit l'entreprise ; les délais de livraison et les cahiers des charges doivent être respectés afin d'atteindre les objectifs tracés par le secteur», c'est la mise au point de Abdelkader Ouali en direction des chefs de projets de son secteur.

D'ailleurs, le ministre a piqué une colère lors de sa visite des deux projets de trémies sur la route nationale n°1, reliant le site de Djenane Sfari (Birkhadem) et Aïn Malha (Oued Ouchayeh à Gué de Constantine).

Lancés en août 2014 pour un délai de réalisation de six mois, les deux trémies de la RN1, initiées en raison de l'émergence d'une

nouvelle ville dans cette localité qui devrait abriter pas moins de 50 000 habitants, peinent à voir le jour. Le ministre des Travaux publics a donné rendez-vous au promoteur aujourd'hui au niveau de son département muni d'un planning. «Je veux un planning demain, aujourd'hui (ndlr), c'en est trop» a lancé Abdelkader Ouali, accompagné du wali d'Alger qui n'a d'ailleurs pas retenu sa colère.

Le ministre, qui a visité aussi le projet de Oued Ouchayeh, a expliqué que ce dernier répond à un besoin en matière de fluidité du trafic occasionné par la forte intensité de la circulation routière. Le parachèvement de la radiale Oued Ouchayeh reliant la RN 38 et la pénétrante de Benghazi à Baraki permettra

de décongestionner le trafic et assurer une liaison rapide entre ces deux communes via un viaduc. Les sept projets d'aménagement autoroutier, a souligné le premier responsable du secteur, vont contribuer à décongestionner la capitale.

«Ce réseau est fondamental pour décongestionner la capitale, à charge pour nous de faire des aménagements au niveau rural pour mieux reconfigurer la circulation, c'est un maillage qui va desservir la capitale du nord vers le sud, la deuxième rocade et ensuite l'autoroute Est-Ouest, et nous allons finir par éradiquer cette congestion sur tout le réseau» a indiqué Abdelkader Ouali.

S. A.